



PRESTATIONS DE RESTAURATION COLLECTIVE

PROJET DE MARCHÉ N°B24-07609

POUR LE COMPTE DU CEA LE RIPAUT

**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par [nom du signataire], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire],

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La société [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], au capital de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], sous le numéro [à compléter par le CEA sur la base de l'offre], ayant son siège social [adresse - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], et dont l'entité [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] située [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] exécutera les prestations, représentée par [nom du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre], agissant en qualité de [qualité/fonction du signataire - à compléter par le CEA sur la base de l'offre],

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignées collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET.....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES	3
ARTICLE 3 - PHASAGE DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 4 - DEFINITION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
ARTICLE 7 - CORRESPONDANTS	9
ARTICLE 8 - SUIVI DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 9 - LIVRABLES	10
ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE	10
ARTICLE 11 - COMPOSITION DES PRIX	10
ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES.....	12
ARTICLE 13 - REVISION DES PRIX.....	13
ARTICLE 14 - ECHEANCIER DE FACTURATION.....	16
ARTICLE 15 - MODALITES DE FACTURATION – MANDAT D'ENCAISSEMENT	18
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	18
ARTICLE 17 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
ARTICLE 18 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	19
ARTICLE 19 - DROIT D'AUDIT DE MARCHÉ ET D'INSPECTION.....	21
ARTICLE 20 - PENALITES.....	22
ARTICLE 21 - INTERESSEMENT	23
ARTICLE 22 - PERSONNEL DU TITULAIRE	23
ARTICLE 23 - SOUS TRAITANCE.....	24
ARTICLE 24 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES	24
ARTICLE 25 - PROTECTION DU SECRET	25
ANNEXE 1 – CONDITIONS FINANCIERES	28
ANNEXE 2 – TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	29
ANNEXE 3 - DISPOSITIONS D'HEBERGEMENT	30
ANNEXE 4 – PROCES VERBAL DE RECEPTION	31

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché (ci-après dénommé Marché) a pour objet de confier au Titulaire, **la réalisation des prestations relatives à la restauration collective pour les besoins du CEA Le Ripault**, ci-après dénommée collectivement les « Prestations », et individuellement la « Prestation ».

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le plan contractuel de sécurité DR580 DU 16/12/2024 signé par les Parties dans sa version applicable,
- le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), avec faisant partie intégrante le Cahier des Spécifications Techniques Particulières (CSTP) référence CEA/LR/DSAT/STL DR579 du 16/12/2024 (ci-après dénommé le Cahier des Charges ou CDC), ses annexes et ses documents applicables,
- L'instruction SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 23 mars 2023 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique »,
- l'instruction SYM S0201 SPP INQ 09000860 A du 21/12/2009 fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenant sur les centres CEA/DAM, complétée par la procédure d'intervention des entreprises extérieures « maîtrise des risques d'interférences » référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 399 D et la procédure d'intervention des entreprises extérieures en secteur pyrotechnique référence SYM D0101 YLR PRO S 05 01 255 A,
- le protocole « Collège des entreprises extérieures intervenant sur le centre du Ripault et au TER » référence SYM D010 YES PRT Q16 01 083 A,
- le règlement intérieur applicable sur le centre Le Ripault, dans sa version en vigueur,
- les Conditions générales d'achat (CGA) de janvier 2022 (téléchargeables sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) (téléchargeable sur le site <https://www.cea.fr>, espace Entreprises),
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] en date du [à compléter par le CEA sur la base de l'offre].

Tous les documents cités ci-avant et non joints au présent Marché ou au dossier de consultation sont consultables sur demande au CEA. Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - PHASAGE DES PRESTATIONS

Les Prestations se décomposent comme suit :

- **Une phase A de prise en charge (optionnelle)** d'une durée de 5 mois, du 01/05/2026 au 30/09/2026,
- **Une phase B de réversibilité entrante (optionnelle)** d'une durée de 1 mois, du 01/10/2026 au 31/10/2026,
- **Une phase C opérationnelle (ferme)** de 42 mois soit du 01/11/2026 au 30/04/2030,
- **Une phase C' opérationnelle (optionnelle)** de 24 mois à l'issue de la tranche ferme, soit du 01/05/2030 au 30/04/2032,
- **Une phase D de réversibilité sortante (optionnelle)** de 1 mois.

Le cas échéant, les phases A et B sont levées à la notification du Marché.

L'exécution de la phase opérationnelle optionnelle C' intervient par levée d'option, notifiée par écrit du CEA et transmise par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 6 mois avant l'échéance de la phase opérationnelle C.

En phase de réversibilité sortante (D), le Titulaire reste responsable des Prestations mais il accompagne la société entrante. Cette phase, si elle est levée, s'exécute en parallèle du dernier mois de la phase opérationnelle en cours. La phase de réversibilité doit être levée dans un délai de 6 mois avant le terme de la phase opérationnelle en cours. Le coût de la phase de réversibilité s'ajoute au montant de la mensualité versée au Titulaire au titre de la phase opérationnelle effective.

Le retard ou l'absence de levée d'option n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.

ARTICLE 4 - DEFINITION DES PRESTATIONS

Conformément aux spécifications techniques du cahier des charges (CDC) référencé à l'article 2 supra, les Prestations se décomposent comme suit :

4.1 - Phase de prise en charge (A - optionnelle) (§2.5.1 du CDC)

Le cas échéant, la phase de prise en charge permet au Titulaire de mettre en place la gestion administrative et opérationnelle nécessaire à la bonne exécution des Prestations. A l'issue, le Titulaire transmet au CEA l'ensemble des procédures administratives déployées et les modalités d'accès de ses salariés et sous-traitants envisagés. Cette phase est réalisée en autonomie par le Titulaire et ne concerne pas le titulaire sortant.

4.2 - Phase de réversibilité entrante (B – optionnelle) (§2.5.1 du CDC)

Le cas échéant, la phase de réversibilité entrante permet d'assurer l'acquisition et l'appropriation de compétences en binôme avec le titulaire sortant. A l'issue, le Titulaire rédige un bilan du transfert des connaissances, en indiquant les points forts et points faibles identifiés.

4.3 - Phase opérationnelle (C – ferme et C' – optionnelle) (§3 du CDC)

4.3.1 - PRESTATIONS SELF ET CAFETERIA

Ces Prestations comprennent notamment :

- La gestion et l'exploitation du restaurant d'entreprise et de la cafétéria,
- Le tri et le traitement des déchets,
- L'élaboration des menus et des fiches techniques,
- La composition des repas,
- Le service du déjeuner, en jours ouvrés,
- Le service du soir et/ou en jours non ouvrés,
- La vente à emporter de repas,
- Le nettoyage des équipements et matériels de cuisine et de restauration,

4.3.2 - PRESTATIONS DE RESTAURATION ANNEXES

Ces Prestations comprennent notamment :

- Les petits déjeuners proposés au self pour les salariés CEA et EEI sortant du service de santé au travail, les salariés de permanence et les convois.
- Les petits déjeuners de la Formation Locale de Sécurité,
- les pauses, réservées par les secrétariats,
- les repas de fin d'année, de fêtes,
- les repas assurés dans le salon réception,
- les buffets et les cocktails.
- les ventes de boissons chaudes et froides à la cafétéria (hors formules comptabilisées en point)

Les produits et prestations au BPU sont en euros et n'intègrent pas de droit d'admission. Les BPU intègrent tous frais et charges associées (personnel, entretien matériel, etc...).

4.3.3 - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Ces prestations portent sur des prestations supplémentaires non couvertes par le Cahier des Charges que le CEA se réserve le droit de faire effectuer par le Titulaire dans les conditions définies par le Marché.

Le CEA adressera une demande écrite particulière au Titulaire qui fournira en retour un devis détaillé, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés, faisant apparaître :

- une proposition technique, pour répondre aux objectifs et aux résultats attendus définis dans la demande du CEA,
- une proposition financière forfaitaire précisant : le nombre d'heures d'intervention par qualification, les coûts de main d'œuvre, le forfait de déplacement sur site ainsi que le coût et le libellé des fournitures nécessaires à la prestation.

Ces devis sont soumis à l'accord préalable du CEA et une fois acceptés par celui-ci, ont un caractère ferme et forfaitaire.

4.4 - Phase de réversibilité sortante (D – optionnelle) (§2.5.1 du CDC)

Au cours du dernier mois d'exécution du Marché, éventuellement prolongé au titre de la tranche optionnelle, le Titulaire peut être amené à effectuer une prestation de réversibilité.

Pendant cette période les prestations mises à la charge du Titulaire sortant au titre du Marché seront effectuées, dans le respect du Cahier des Charges et des objectifs et résultats qui y figurent, exclusivement sous la responsabilité du Titulaire sortant.

Par ailleurs, la présence simultanée de plusieurs entreprises constituant une co-activité, un plan de prévention spécifique à la période de réversibilité sera établi par le CEA dès le début de cette période. Le Titulaire sortant ne saurait être tenu responsable des manquements dus à l'intervention d'un tiers du fait cette co-activité.

A l'issue de la période de réversibilité toute la documentation mise à la disposition du Titulaire par le CEA devra avoir été remise au CEA par le Titulaire sortant.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 - Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition de moyens par le CEA sont définies à l'article 19 des CGA.

Le CEA confie au Titulaire à titre précaire, gracieux et révocable les locaux détaillés en annexe 3.

La mise à disposition de ces locaux est attachée à l'exécution du présent marché et ne peut être assimilée en aucune manière à un bail commercial. L'occupation temporaire de ces locaux prend fin obligatoirement avec celle du présent marché.

Un état des lieux et inventaire des équipements et de la dotation initiale en petits matériels sont réalisés lors de l'entrée dans les lieux et à la libération de ceux-ci. Ces états des lieux et inventaires font l'objet d'un constat contradictoire mentionnant la liste et l'état des équipements et matériels, ainsi que les derniers contrôles réglementaires effectués.

Pour les équipements, la mise à disposition est effectuée à titre gracieux.

Pour les petits matériels, la mise à disposition de la dotation initiale à la date de prise d'effet du marché, telle que définie au cahier des charges, est effectuée à titre gracieux.

Durant toute la durée du marché, le Titulaire est tenu de renouveler régulièrement ces petits matériels, à ses frais, de façon à maintenir le niveau du stock existant à la prise d'effet du marché. A la fin du marché, le Titulaire s'engage à restituer le stock de petits matériels au CEA qui en est propriétaire. Le stock de petits matériels restitué par le Titulaire à la fin du marché doit être au moins équivalent à celui de la dotation initiale confiée en début de marché. Dans l'hypothèse où le stock restitué par le Titulaire au CEA à la fin du marché n'est pas au niveau de celui confié par le CEA au Titulaire en début de marché, le CEA facture au Titulaire les manquements constatés.

En cas de détérioration du local, des équipements ou du matériel, le CEA peut demander au Titulaire leur remise en état.

5.2 - Maintenance des équipements et matériels mis à disposition par le CEA

Le CEA est responsable et assume intégralement la maintenance préventive et corrective des équipements et matériels, et notamment les maintenances sur les équipements et matériels mis à disposition du Titulaire et utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché dans les conditions précisées ci-après.

Le CEA pourra appliquer des pénalités et demander réparation en cas d'absence de signalement d'une anomalie sur les équipements mis à disposition et de non-respect des consignes de sécurité portant sur l'utilisation des matériels.

5.3 - Mise à disposition des fichiers ou programmes informatiques

Dans le cadre des Prestations confiées au Titulaire et pour leur bonne exécution, le CEA peut mettre à la disposition du Titulaire des fichiers informatiques de données, des programmes informatiques, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables).

Il est de convention expresse que le CEA est et reste propriétaire des ensembles mis à la disposition du Titulaire. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des Prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelés à travailler pour exécuter les Prestations considérées. A l'issue des Prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes au CEA et n'en conserver aucune trace.

5.4 - Matériel du Titulaire

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

5.5 - Horaire d'ouverture et jours d'accès

L'accès de l'Etablissement est libre pour les salariés CEA les jours ouvrés du lundi au vendredi, sans autorisation particulière, **de 7h00 à 19h42**.

Pour **les salariés des entreprises extérieures**, l'accès de l'Etablissement est libre les jours ouvrés, sans autorisation particulière, **de 7h30 à 18h30**.

En dehors de ces plages horaires, l'accès est conditionné par l'acceptation d'une demande de « travail hors cloche » ou par autorisation spécifique (astreinte).

Les jours de fermeture sont communiqués au Titulaire, à sa demande.

5.6 - Collège des entreprises extérieures

Le CEA/Le Ripault a mis en place un collège des entreprises extérieures qui a pour mission d'améliorer les conditions d'hygiène et de sécurité des interventions des entreprises extérieures dans le respect des principes de prévention, en application du Code du Travail et en particulier des articles L4111-1 à L4111-5 (champ d'application), article L4111-6 (disposition d'application), articles L4121-1 à L4121-5 (obligations de l'employeur), articles L4122-1 à L4122-2 (obligations des travailleurs).

L'adhésion à ce collège est obligatoire.

5.7 - Sensibilisation aux risques

Toute entreprise intervenant sur le site du CEA Le Ripault a obligation de se signaler au CAS (cadre animateur sécurité - bâtiment 402-T.02.47.34.49.49) pour recevoir une sensibilisation aux risques et aux règles de sécurité.

5.8 - Gestion des déchets

Le Titulaire procède à la gestion et au tri de ses déchets (bio déchets inclus), conformément à la réglementation en vigueur.

5.9 - Accident du travail

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses salariés ou d'un des salariés de ses sous-traitants autorisés pour le présent Marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement du CEA/LR dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/LR :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 - Obligations du Titulaire

6.1.1 - Obligation de résultat

La prestation, objet du présent Marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la fourniture relative au présent Marché et respecter cette obligation de résultat.

6.1.2 - Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution du Marché qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

6.2 - Obligation du CEA

Le CEA mettra à disposition du Titulaire les documents, informations et interlocuteurs techniques nécessaires à l'exécution du présent Marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de ce dernier.

ARTICLE 7 - CORRESPONDANTS

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du CEA sont :

Au plan technique	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter]	M/Mme [à compléter]
☎ 02.47.34[à compléter]	☎ 02.47.34[à compléter]
E-Mail [à compléter]	E-mail [à compléter]

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Durant l'exécution des prestations objet du présent Marché, les interlocuteurs du Titulaire sont :

Au plan technique	Au plan commercial et financier
M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	M/Mme [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	☎ [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]
E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]	E-mail [à compléter par le CEA sur la base de l'offre]

ARTICLE 8 - SUIVI DES PRESTATIONS

8.1 - Généralités

Le Titulaire du Marché reste seul responsable vis-à-vis du CEA Le Ripault.

Les deux Parties s'informent dans les plus brefs délais de la survenance de tout événement susceptible de modifier fortement les conditions d'exécution. Par conséquent, elles s'engagent à trouver une solution permettant de préserver l'intérêt respectif des deux Parties.

8.2 - Réunions de suivi

Sont d'ores et déjà prévues au titre du présent marché :

- Une réunion de démarrage,
- Des points d'avancement hebdomadaire,
- Des réunions trimestrielles, semestrielles et annuelles.

Le suivi annuel des Prestations sera effectué chaque année à la date anniversaire du présent Marché, auquel participent le chargé d'affaires du Titulaire présent sur le site et les responsables techniques et commerciaux du CEA. Un bilan des interventions est établi par le Titulaire. Des préconisations et des actions de progrès peuvent être proposées par les deux Parties.

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu rédigé par le Titulaire dans un délai maximum de quinze jours et validé par le CEA avant d'être diffusé à l'ensemble des correspondants du CEA.

ARTICLE 9 - LIVRABLES

L'ensemble des documents à remettre par le Titulaire ainsi que le calendrier associé sont définis dans le Cahier des Charges.

ARTICLE 10 - RECEPTION ET GARANTIE

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

ARTICLE 11 - COMPOSITION DES PRIX

11.1 - Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires comprennent les prestations associées :

- à la phase de prise en charge (Phase A - optionnelle)
- à la phase de réversibilité entrante (Phase B - optionnelle)
- à l'exploitation et de gestion de la phase opérationnelle (Phases C - ferme et C' - optionnelle)

Ce forfait de gestion et d'exploitation des restaurants et salons de réception comprend tous les frais et toutes les sujétions inhérentes à l'exécution des Prestations (les frais généraux et consommables, les frais de personnel, les frais d'entretien/logistique, de nettoyage, la marge de la restauration collective, les frais d'investissement, les consommables, la gestion des déchets, la maintenance, le dressage de tables, la décoration et le service en salons, etc.).

- à la réversibilité sortante (Phase D - optionnelle).

11.2 - Prestations « SELF »

Pour les repas fournis dans le cadre de ces prestations, le prix du repas est composé :

- D'une partie forfaitaire dénommée « droit d'admission »,
- D'une partie variable, dénommée « point denrée ».

11.2.1 - Droit d'admission

Au titre du présent marché, le CEA distingue :

- le droit d'admission à taux normal, pour les repas servis au SELF et lors des permanences,
- le droit d'admission à taux réduit, pour les repas servis en vente à emporter (VAE).

11.2.2 - Droit d'admission « SELF »

Le prix du droit d'admission « SELF » comprend tous les frais de personnel relatifs à l'exécution des prestations de restauration (hors denrées).

Le prix du droit d'admission « SELF » s'établit comme suit :

Tranche 0 Gestion de crise <i><500 repas</i>	Tranche 1 <i>500 à 3999</i> <i>repas</i>	Tranche 2 <i>4000 à 5999</i> <i>repas</i>	Tranche 3 <i>6000 à 7999</i> <i>repas</i>	Tranche 4 <i>8000 à 9999</i> <i>repas</i>	Tranche 5 <i>10000 à</i> <i>12000 repas</i>	Tranche 6 <i>> 12000</i> <i>repas</i>
X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT

Le nombre de repas prend en compte pour toutes les catégories de personnel (CEA et extérieurs).

11.2.3 - Droit d'admission réduit « VAE »

Le prix du droit d'admission réduit « VAE » comprend notamment tous les frais de personnel relatifs à l'exécution des prestations restauration (hors denrées).

Le prix du droit d'admission réduit « VAE » s'établit comme suit :

Tranche 1 <i>< 150 VAE</i>	Tranche 2 <i>150 à 199 VAE</i>	Tranche 3 <i>200 à 249 VAE</i>	Tranche 4 <i>250 à 299 VAE</i>	Tranche 5 <i>300 à 350 VAE</i>	Tranche 6 <i>> 350 VAE</i>
X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT	X,XX € HT

Le nombre de repas VAE prend en compte pour toutes les catégories de personnel (CEA et extérieurs).

11.2.4 - Point denrée

La partie liée aux denrées alimentaires est valorisée en nombre de point denrée.

Le prix du point « denrées alimentaires » est fixé à la somme forfaitaire de _____ euros hors taxes.

Ce prix comprend exclusivement la fourniture des denrées entrant dans la composition du repas.

Le nombre de points associés à chaque denrée est fixé contractuellement entre le CEA et le Titulaire, dans les fiches techniques. Celles-ci récapitulent les différentes denrées proposées, en précisant la nature et leur origine le grammage contractuel et le nombre de points associés. Lors de la remise mensuelle du plan de menus, le Titulaire peut proposer de nouvelles denrées sous réserves de respecter le formalisme imposé dans les fiches techniques.

Les nouvelles denrées sont soumises à l'acceptation du CEA

Les prix unitaires des autres prestations de restauration fournies par le self (boissons en accompagnement des repas, prestations de cafétéria et prestations complémentaires) sont détaillés en annexe 1.

11.3 - Prestations de restauration annexes et de réception

Pour les prestations de restauration annexes, les prix sont fixés selon le bordereau de prix unitaires (BPU), détaillés en annexe 1.

Cette liste pourra être modifiée en cours d'exécution sur proposition du Titulaire ou du CEA, après accord du CEA par l'émission d'une lettre de fonctionnement.

Les produits et prestations au BPU sont en euros comprennent uniquement le coût des denrées.

ARTICLE 12 - DISPOSITIONS FINANCIERES

12.1 - Montant total estimé du Marché

Le montant total des prestations est estimé à la somme de [sera complété par le CEA lors de l'attribution] € HT ([sera complété par le CEA lors de l'attribution] EUROS HORS TAXES). Il se décompose comme suit :

- **Phase A - Prise en charge (en cas de levée)** : un montant forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,
- **Phase B - Réversibilité entrante (en cas de levée)** : un montant forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,
- **Phase C - Opérationnelle** : un montant estimé de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT, comprenant :
 - **Au titre des prestations forfaitaires (prestations de gestion et d'exploitation et prestations selfs)** : un montant estimé de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,
 - **Au titre des prestations sur BPU (prestations annexes et salons de réception)** : un montant estimé de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,

- **Au titre des prestations sur DPF** : un montant plafond de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT, correspondant à 2,5% du montant de la phase opérationnelle C.
- **Phase C'- Opérationnelle (en cas de levée)** : un montant estimé de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,
 - **Au titre des prestations forfaitaires (prestations de gestion et d'exploitation et prestations selfs)**: un montant estimé de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,
 - **Au titre des prestations sur BPU (prestations annexes et salons de réception)** : un montant estimé de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT,
 - **Au titre des prestations sur DPF** : un montant plafond de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT, correspondant à 2,5% du montant de la phase opérationnelle afferme C'.
- **Phase D - Réversibilité sortante (optionnelle)** : un montant forfaitaire et ferme de [à compléter par le CEA sur la base de l'offre] € HT.

Les montants estimés mentionnés ci-dessus ne sauraient engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser.

12.2 - Régime fiscal

Le présent Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent Marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 13 - REVISION DES PRIX

Les prix détaillés en annexe 1 sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de réception des offres. Ils s'entendent fermes, forfaitaires et non révisables pour la première année contractuelle. Au-delà ils pourront être révisés semestriellement, jusqu'au terme du Marché.

Au plus tard un (1) mois avant l'échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des Affaires Commerciales (BACO) du CEA/LR une demande de révision des prix avec une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour le semestre à venir et basée sur l'application des formules définies ci-dessous.

Après vérification du coefficient calculé, le CEA acceptera ou non ce dernier par écrit. La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du BACO sur la proposition du Titulaire, donné dans le mois qui suit la date de réception de la proposition du Titulaire

En cas de retard du fait du Titulaire, toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus pourra être rejetée par le CEA.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Les parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le présent Marché, les indices de substitution proposés par les pouvoirs publics s'appliqueront de plein droit. Si les indices de substitution ne sont pas encore connus lors d'une révision prévue au Marché, les nouveaux indices s'appliqueront de manière rétroactive à la révision qui n'a pu intervenir du fait de la carence d'indices.

13.1 - Prix des prestations au forfait mensuel de gestion et d'exploitation

$$P = P0 \left[0,15 + \left(0,20 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}} + 0,65 \times \frac{\text{Indice 2}}{\text{Indice 20}} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé,

P0 = prix initial pour la première révision, puis dernier prix révisé,

Indice1₀ = valeur de l'indice FSD1 « Frais et Services Divers 1 » publiée sur le site <https://services.lemoniteur.fr>, pour le mois de **<mois et année de remise de l'offre>** pour la première révision, puis de la dernière révision,

Indice2₀ = valeur de l'indice ICHTRev-TS « Coût horaire du travail révisés – tous salariés » sur le site <http://www.insee.fr>, pour le mois de **<mois et année de remise de l'offre>** pour la première révision, puis de la dernière révision,

Indice1, Indice2 = valeur de ces mêmes indices, à la date de demande de révision des prix.

13.2 - Prix du « droit d'admission »

$$P = P0 \left[0,15 + \left(0,15 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}} + 0,70 \times \frac{\text{Indice 2}}{\text{Indice 20}} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial pour la première révision, puis dernier prix,

Indice1₀ = valeur de l'indice MIG/NCA "Prix de production de l'industrie française pour le marché français - biens intermédiaires et biens d'investissements" (identifiant INSEE : 010764359), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de **<mois et année de remise de l'offre>** pour la première révision, puis de la dernière révision,

Indice2₀ = valeur de l'indice mensuel « Coût horaire du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – hébergement, restauration » (identifiant INSEE : 001565191), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de **<mois et année de remise de l'offre>** pour la première révision, puis de la dernière révision,

Indice1, Indice2 = valeur de ces mêmes indices, à la date de demande de révision des prix.

13.3 - Prix du « point denrée »

$$P = P_0 \left[0,15 + \left(0,85 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix initial pour la première révision, puis dernier prix révisé,

Indice₁₀ = valeur de l'indice "Prix de production des services français pour l'ensemble des marchés - Restauration" (identifiant INSEE : 010546213), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de [<mois et année de remise de l'offre>](#) pour la première révision, puis de la dernière révision,

Indice₁ = valeur de ce même indice, à la date de demande de révision des prix.

13.4 - Prix des prestations annexes et de salons de réception

$$P = P_0 \left[0,15 + \left(0,50 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}} + 0,35 \times \frac{\text{Indice 2}}{\text{Indice 20}} \right) \right]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix initial pour la première révision, puis dernier prix révisé,

Indice₁₀ = valeur de l'indice "Prix de production des services français pour l'ensemble des marchés - Restauration" (identifiant INSEE : 010546213), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de [<mois et année de remise de l'offre>](#) pour la première révision, puis de la dernière révision,

Indice₂₀ = valeur de l'indice mensuel « Coût horaire du travail révisé – salaires et charges – tous salariés – hébergement, restauration » (identifiant INSEE : 001565191), publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, [pour le mois de <mois et année de remise de l'offre>](#) pour la première révision, puis de la dernière révision,

Indice₁, Indice₂ = valeur de ces mêmes indices, à la date de demande de révision des prix.

13.5 - Clause de sauvegarde

Dans le cas où le jeu de l'application des formules de révision des prix conduirait à une augmentation supérieure à 3% par semestre, le Titulaire et le CEA peuvent mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique et de son poids réel sur le coût des prestations. Si les Parties ne trouvent pas d'accord, le CEA se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du Marché.

ARTICLE 14 - ECHEANCIER DE FACTURATION

Les facturations relatives à l'exécution du présent Marché sont établies de la façon suivante et conformément à l'annexe financière.

14.1 - Phase de prise en charge (en cas de levée)

Les prestations associées à la phase de prise en charge sont facturées à terme échu, à la réception prononcée par le CEA des Prestations et livrables associés.

14.2 - Phases de réversibilité entrante et/ou sortante (en cas de levée(s))

Les prestations associées aux phases de réversibilité sont facturées à terme échu, à réception prononcée par le CEA des Prestations et des livrables associés.

14.3 - Phases opérationnelles (ferme et optionnelle, en cas de levée)

14.3.1 - Prestations d'exploitation et de gestion

Les prestations associées à l'exploitation et la gestion sont facturées mensuellement, à terme échu, à la réception prononcée par le CEA des Prestations et des livrables associés.

14.3.2 - Prestations de restauration collective « SELF »

La facturation de ces prestations est établie mensuellement à terme échu, sur la base des prix figurant en annexe 1 du présent marché et des prestations réalisées sur la période écoulée.

La facturation sera effectuée contradictoirement à partir de la gestion informatique des cartes restaurant, et fera apparaître distinctement :

- **A** = le nombre de droits d'admission « repas » enregistrés sur le mois concerné * le coût d'admission « repas »,
- **B** = le nombre de formules VAE enregistrées sur le mois concerné * le coût d'admission réduit VAE,
- **C** = le nombre de points denrées enregistrés sur le mois concerné, par catégorie de personnel * le coût du point denrées alimentaires,
- **D** = le nombre de boissons enregistrées sur le mois concerné * coût unitaire correspondant,
- **E** = le montant des encaissements perçus directement par le Titulaire conformément au mandat précisé ci-après, lequel vient en déduction lors du règlement de chaque facture par le CEA.

Le montant à régler par le CEA sera celui résultant du calcul : **(A+B+C+D) – E**.

14.3.3 - Prestations de restauration annexe - Petits déjeuners et Pauses

Ces factures sont établies contradictoirement à partir des consommations constatées et font apparaître distinctement :

- **A** = le nombre de boissons chaudes et froides servies par la cafétéria (par type et contenant) sur le mois concerné * coût unitaire correspondant,
- **B** = le nombre de petits déjeuners servis sur le mois concerné * coût unitaire correspondant,

- **C** = le nombre de produits servis en pause (par type) sur le mois concerné * coût unitaire correspondant,
- **D** = le nombre de bouteilles d'eau distribuées dans les bâtiments * coût unitaire correspondant,
- **E** = le montant des encaissements perçus directement par le Titulaire conformément au mandat précisé ci-après, lequel vient en déduction lors du règlement de chaque facture par le CEA.

Le montant à régler par le CEA sera celui résultant du calcul : **(A+B+C+D) – E**

14.3.4 - Prestations de restauration annexe - Repas de fêtes et de fin d'année

Les montants facturés au titre des repas dits « de Sainte-Barbe » et « de réveillon » font l'objet d'une facturation spécifique, faisant apparaître :

- **A** = le nombre d'admissions enregistrées.
- **B** = le prix unitaire du repas de fin d'année ou du repas de fêtes considéré figurant au BPU (hors animation),
- **C** = le coût des animations et location mises en place pour les repas considérés, validé préalablement par le CEA,
- **D** = la participation financière des consommateurs fixée à 20 points pour le repas de fin d'année ou le repas de fêtes considéré.

Le montant à régler par le CEA sera celui résultant du calcul : **(A*B+C) – D**

14.3.5 - Prestations de restauration annexe - Prestations de salon de réception et maison d'hôte

La facturation de ces prestations est établie mensuellement à terme échu, sur la base des prix figurant en annexe 1 du présent marché et des prestations réalisées sur la période écoulée.

Les prestations relatives aux salons de réception font l'objet d'une facturation distincte.

Les factures indiquent, pour chaque unité du CEA ou client autorisé par le CEA :

- **A** = le nombre de menus (par catégorie) servis sur le mois concerné * coût unitaire correspondant, comprenant le supplément fromage, par convive, le cas échéant,
- **B** = le nombre de buffets (par catégorie) servis sur le mois concerné * coût unitaire correspondant,
- **C** = le nombre de cocktails (par catégorie) servis sur le mois concerné * coût unitaire correspondant,
- **D** = le nombre de boissons (par type de catégorie et contenant) servies en accompagnement sur le mois concerné * coût unitaire correspondant,

La facture mensuelle doit être accompagnée de la copie de l'ensemble des facturettes signées par l'invitant délivrées par le Titulaire à l'issue de chaque prestation, et des demandes de réservation correspondantes.

Pour ce qui concerne les buffets et cocktails, ainsi que les menus sur devis, il est expressément demandé une facturation par demande de prestations.

14.3.6 - Prestations de restauration annexes - Sur devis

Les prestations complémentaires de restauration doivent faire l'objet d'une facture distincte.

14.3.7 - Prestations en paiement direct

Des prestations de type réception peuvent être directement réglées au Titulaire par le consommateur.

Par conséquent, aucune facture ne sera adressée au CEA par le Titulaire pour ces prestations.

ARTICLE 15 - MODALITES DE FACTURATION – MANDAT D'ENCAISSEMENT

Le CEA donne mandat au Titulaire, qui l'accepte, d'encaisser les sommes versées par les convives sur les cartes magnétiques de restaurant, en espèces, chèques, tickets restaurants et cartes bancaires, établis à son ordre et pour son compte.

Chaque mois, le Titulaire remet au CEA une reddition de compte des sommes encaissées au nom et pour le compte de celui-ci lors des passages à la caisse des salariés CEA. Cette somme correspond à la valeur des points catégoriels (A à E) payés par les salariés CEA multipliée par le nombre total de points consommés par catégorie.

Les sommes ainsi encaissées sont ventilées par taux de TVA. Leurs montants HT et TTC, ainsi que la TVA y afférente, devront apparaître sur ce document.

Du point de vue comptable et fiscal, aucune somme encaissée au nom et pour le compte du CEA ne viendra en diminution du montant de la prestation facturée par le Titulaire sur les factures émises par celui-ci.

En revanche, à l'occasion du paiement des convives, les sommes encaissées par le Titulaire au nom et pour le compte du CEA seront imputées sur le montant de la prestation facturée par celui-ci.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

Les factures dématérialisées doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : **77568501900587**,
- le code service : **CER-D** (Le Ripault),
- la référence complète du Marché (numéro d'engagement), à savoir [[sera complété par le CEA lors de l'attribution](#)],
- l'intitulé du Marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

Toute facture non conforme aux termes du Marché sera renvoyée à l'émetteur.

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du Marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises avec la facture.

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : cea-dam-comptabilite@cea.fr.

ARTICLE 17 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe 2 encadrant les traitements des données à caractère personnel.

ARTICLE 18 - CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

18.1 - Obligations du Titulaire

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le CEA a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant une clause obligatoire d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Ce choix doit néanmoins être fait dans le respect des éventuelles restrictions d'accès au Centre du CEA liées à des contraintes de sécurité.

Afin de participer à cette action d'insertion, le Titulaire s'engage à réserver jusqu'à 10% des heures de travail effectuées à des publics en insertion dans le respect de la législation en vigueur.

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, le CEA souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value que ce soit à l'entreprise Titulaire ou aux bénéficiaires de la clause. Ainsi, cette clause doit permettre aux bénéficiaires d'acquérir une certaine expérience professionnelle réelle sur la base non seulement des formations apportées (par l'entreprise Titulaire ou par les opérateurs de l'insertion), du tutorat mis en place mais aussi des tâches confiées, leur niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché. Ainsi, une évaluation régulière doit pouvoir être réalisée avec les bénéficiaires.

Il est précisé que cet engagement ne constitue pas une cause de limitation ou de diminution de la responsabilité du Titulaire dans l'exécution du marché.

L'application de cette clause peut être progressive sur les deux premières années du Marché afin de permettre au Titulaire de mettre en place l'organisation adéquate.

A partir de la troisième année, le Titulaire pourra se voir appliquer une pénalité pour non-respect de la clause d'insertion sociale.

18.2 - Publics visés

Le Titulaire doit impérativement faire appel à une / des personne(s) relevant des catégories suivantes pour la réalisation de la clause d'insertion. **De plus, le CEA cible plus particulièrement l'intégration de publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'Article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi :**

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée;
- les bénéficiaires des minimas sociaux (RSA, ASS, etc.);
- les publics reconnus travailleurs handicapés;
- les jeunes ayant un faible niveau de qualification, les jeunes diplômés en recherche d'emploi;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées;

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'opérateur « clause sociale », être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Cette liste constitue une des conditions d'exécution du présent marché. Les bénéficiaires de l'action d'insertion doivent impérativement relever de ces catégories.

Chaque profil doit être validé avant tout début de prestation.

18.3 - Modalités de mise en œuvre

L'application de la clause d'insertion sociale consiste, pour le Titulaire, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion.

18.4 - Contrôle de l'action d'insertion

Il est procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé.

À cet effet il produit à la demande du CEA, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, accompagnement socio-professionnel, formation) propres à permettre le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

Les informations à apporter seront déterminées conjointement entre le CEA et le Titulaire après notification du Marché.

En tout état de cause, le Titulaire doit informer le CEA, s'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement, afin que puissent être étudiés les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de non réalisation de la clause, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CGA du CEA.

A l'issue de l'exécution du marché, il est procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

ARTICLE 19 - DROIT D'AUDIT DE MARCHÉ ET D'INSPECTION

19.1 - Audit de marché

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le Plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

19.2 - Inspection

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses CGA, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

19.3 - Droit d'accès

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du Marché.

19.4 - Obligations à transférer

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

ARTICLE 20 - PENALITES

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total estimé du Marché.

Les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

CAS	PENALITE ASSOCIEE
Non-respect des exigences sanitaires	
Infection alimentaire (analyse du/des plat(s), conditions de conservation des aliments et de la préparation du/des plat(s)) , présence de produits périmés (DLC dépassées), non-respect des engagements de service à bonne température	1500 € HT + (50 € HT x les quantités vendues pour le plat concerné)
Non-respect des modalités de nettoyage et d'entretien des locaux et des équipements (hors prestations couvertes par le marché de nettoyage du CEA)	500€ HT par occurrence
Non-respect des exigences de service	
Non-respect des horaires d'ouverture des espaces de restauration	1000 € HT par occurrence
Non-respect de la largeur de gamme de l'ouverture du service à la fin du service, fermeture imprévue d'un stand	500 € HT par occurrence
Non-respect des spécifications quantitatives (+/- 5% par rapport au grammage contractuel) et du nombre de points	500 € HT + (50 € HT x les quantités vendues pour le plat concerné)
Non-respect des engagements portant sur la permanence du gérant (sauf évènement exceptionnel)	500 €HT par occurrence
Non réalisation ou réalisation non-conforme d'une prestation au BPU ou sur devis, self, VAE et programme d'animations/repas à thèmes	500 € HT par occurrence
Non-respect des exigences documentaires et administratives	
Non-application des plans d'actions validés entre le CEA et le Titulaire lors de réunions	500 € HT par occurrence
Non-respect des exigences environnementales et sociales	
Non-respect des lois et réglementations en vigueur (notamment loi Egalim, Agec, Climat et Résilience), selon indicateurs trimestriels	5 000 € HT par occurrence, limité à 1 fois par trimestre
Non-respect des exigences environnementales et sociales complémentaires listées dans le CDC	1 000 € HT par occurrence, limité à 1 fois par trimestre

Non transmission des documents permettant de valider l'origine et la traçabilité des denrées	500 € HT par occurrence
Non-respect du tri des déchets	150 € HT par constat
Non-respect des conditions de la clause d'insertion sociale	250 € HT par occurrence
Non-respect des exigences de sécurité	
Non-respect des consignes de sécurité	2500 € HT par constat
Exportation de prestations à partir des locaux de production du site sans autorisation expresse du CEA	5000 € HT par constat
Absence de signalement d'une anomalie sur les équipements mis à disposition	200 € HT par constat

ARTICLE 21 - INTERESSEMENT

En fonction de la satisfaction générale du CEA mesurée par l'analyse de l'enquête de satisfaction annuelle, le Titulaire peut bénéficier d'un intéressement calculé de la façon suivante :

- Indice de satisfaction général annuel < 90% : pas de bonus,
- Indice de satisfaction général annuel compris entre 90% et 95% : bonus moyen d'une valeur fixe de 4 000€,
- Indice de satisfaction général annuel > 95% : bonus de 7 000€.

Ce mécanisme d'intéressement est calculé à la date anniversaire du Marché et ce à l'issue de la première année d'exécution.

Les modalités de partage de cet intéressement auprès des équipes en charge des activités de restauration sur le site du CEA relèvent de la seule responsabilité et initiative du Titulaire. Toutefois, le Titulaire veille à communiquer la méthode et les conditions d'attribution de la somme allouée par le CEA.

Le CEA se réserve la possibilité de suspendre ou d'annuler cet intéressement sans avoir à le justifier auprès du Titulaire

ARTICLE 22 - PERSONNEL DU TITULAIRE

22.1 - Dispositions générales

Le Titulaire doit se conformer aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur sur le site du CEA Le Ripault et, plus généralement, à toutes instructions qui lui sont données par le CEA. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

22.2 - Agrément

Le Titulaire s'engage à communiquer au CEA, 15 jours ouvrés après la notification du Marché, la liste du personnel affecté à l'exécution des prestations.

Ce personnel doit être agréé par le CEA. La liste du personnel présenté pour l'agrément doit être établie de telle sorte qu'un nombre suffisant de salariés en soit muni afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations dans le cadre du présent Marché.

Le Titulaire s'engage à retirer sans délai tout salarié qui n'a pas été agréé sans pour autant pouvoir s'en prévaloir pour justifier une quelconque défaillance dans l'exécution de ses prestations.

Le CEA peut s'opposer à l'affectation sur le site d'un ou plusieurs salariés ainsi qu'à leur maintien en fonction sans que sa responsabilité puisse être engagée de ce fait.

ARTICLE 23 - SOUS TRAITANCE

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, Chapitre 2 - Article 7, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire du Marché ne peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du Marché avant tout début d'exécution des prestations. Le manquement à cette obligation entraînera la résiliation du présent Marché selon les conditions de l'article 39.2 des CGA et peut être suivi de l'expulsion du Titulaire.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire complété, daté et signé. Le formulaire est disponible sur demande auprès de l'interlocuteur commercial du Marché.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 24 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Selon les dispositions des articles 36 à 39 des CGA.

ARTICLE 25 - PROTECTION DU SECRET

Le Marché est un marché classifié de niveau **Secret (S)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Informations ou Supports Classifiés par le Titulaire.

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du Marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

2. Pour exécuter le Marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du Marché, celui-ci peut être résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

3. Les personnels participant à la réalisation du Marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du Marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du Marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le Marché.

4. Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.
A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.
5. L'exécution du Marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.
6. Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du Marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.
Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du Marché.
Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.
Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fils » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.
Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).
7. Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du Marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.
Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.
En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 1500 € HT/jour de retard.
8. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale

de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

Fait à MONTS, en double exemplaire

Pour le Titulaire,

Le

Pour le CEA,

Le

ANNEXE 1 – CONDITIONS FINANCIERES

ANNEXE 2 – TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Cf annexe

ANNEXE 3 - DISPOSITIONS D'HEBERGEMENT

Cf annexe

**ANNEXE 4 – PROCES VERBAL DE RECEPTION****PROCES VERBAL DE RECEPTION**

MARCHE N° : 4600[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

DEMANDE D'ACHAT N° :1680[sera complété par le CEA lors de l'attribution]

FOURNISSEUR : [sera complété par le CEA lors de l'attribution]

OBJET :

Je soussigné, [sera complété par le CEA lors de l'attribution], pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la Marché sus-désigné en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle Intermédiaire	ou	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

- ☐ N'est pas prononcée.
- ☐ Est prononcée :
- ☐ Avec réserve(s) :
- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. ⁽¹⁾
 - Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). ⁽¹⁾

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception] à compter de ce jour.

- ☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception], le [à compléter par le CEA lors de l'élaboration du PV de réception]

Le Titulaire

Le Maître d'œuvre

Pour le CEA Le Ripault

CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A , LE

Le Titulaire

Le Maître d'Oeuvre

Pour le CEA Le Ripault

(1) (rayer la mention inutile)

CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à :

Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de contrat